

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 31/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ACIERIES ET LAMINOIRS DE PARIS ALPA

ZI DE LIMAY-PORCHEVILLE
78440 Porcheville

Références : [HELIOS n°61922](#)

Code AIOT : 0006503465

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement ACIERIES ET LAMINOIRS DE PARIS ALPA implanté ZI DE LIMAY-PORCHEVILLE 78440 PORCHEVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

ALPA est une installation classée pour la protection de l'environnement prioritaire pour l'inspection des installations classées francilienne. Le périmètre du site doit être inspecté à minima annuellement au titre des enjeux pour l'environnement ; l'installation a été inspectée pour la dernière fois le 28 juin 2023.

Par ailleurs, l'installation a connu un incendie sur le four de l'aciérie en date du 19 octobre 2024. L'inspection cherche à connaître les circonstances de l'évènement, pour encadrer et sécuriser le retour à l'activité du site dans la partie aciérie du périmètre d'ALPA et à permettre de capitaliser sur le retour d'expérience lié à cet évènement, probablement généré par une « percée de four ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACIERIES ET LAMINOIRS DE PARIS ALPA
- ZI DE LIMAY-PORCHEVILLE 78440 PORCHEVILLE
- Code AIOT : 0006503465
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site d'ALPA à Porcheville abrite une aciérie qui permet de couler de l'acier à partir de déchets d'acier à recycler. Les billettes qui sortent de l'aciérie encore rouges et à environ 600°C sont amenées vers le laminoir. Elles y sont modelées dans leur forme définitive de ronds à béton, prêts à être expédiés pour former la structure du béton armé dans les chantiers de construction.

Thèmes de l'inspection :

- Inspection annuelle - Site prioritaire
- Incendie du 19 octobre 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Incident ou accident	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 3.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 12.1.1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 12.2.1.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	EDD - POI	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 19	Sans objet
4	Entreposage interne des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 16.6.5	Sans objet
3	Dispositions de rétentions des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 12.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

ALPA doit finaliser les causes, les conséquences et les enseignements à tirer de l'incendie du 19/10/24, sur la fiche formalisée par le Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI), de synthèse des accidents. Il s'agit notamment de préparer un fonctionnement sécurisé optimisé, de mettre en place les mesures de prévention nécessaires pour ce type d'accidents en lien avec les expériences d'accidents similaires recensés et analysés par le BARPI.

L'exploitant a justifié le traitement des déchets et eaux d'extinction générés par l'incendie conformément à la réglementation.

Il doit cependant faire évoluer les moyens de sécurité et d'incendie du site pour assurer la sécurité et la salubrité de l'installation en général, tout en intégrant les enseignements de l'évènement du 19/10/24 .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : EDD - POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Études de danger - Plan opération interne
Prescription contrôlée : Le Plan d'opération interne (POI), établi suivant la réglementation en vigueur définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférant, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations, et l'environnement. Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T), s'il existe, est consulté par l'industriel sur la teneur du P.O.I ; l'avis du comité est transmis au préfet. Ce plan est également transmis à la direction départementale d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées. Il est mis à jour à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier lorsque l'installation est placée sous la responsabilité d'une personne déléguée, l'administration ou les services d'intervention extérieurs disposent d'une assistance technique au sein de l'établissement ou auprès des personnes qu'il aura désignées et aient communiqué de toutes les informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention en cas d'accident. Des exercices sont réalisés à minima tous les deux ans, en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le POI. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice et le compte rendu lui est adressé. La société ALPA met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI. En cas d'accident, la société ALPA assure la direction du POI. L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accident majeurs identifiés dans l'étude de dangers. Il transmet copie de cette information au préfet et à l'inspection des installations classées. Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude de dangers ou des mises à jour relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.
SUITE INSPECTION DU 26/05/23 Synthèse des constats 2023: Outre la transmission du compte-rendu d'exercice (et des pistes d'améliorations qu'il a permis d'identifier), l'exploitant doit informer l'inspection de la mise en cohérence de son POI avec son étude de dangers, après mise à jour de cette dernière si nécessaire et transmettre la dernière version du P.O.I à l'inspection. Constats 2024 : Par mail du 1 ^{er} juillet 2024, ALPA a transmis le rapport interne de l'exercice POI du 26 mai 2023 et

<p>le POI mis à jour en juin 2024.</p> <p>Toutefois, l'inspection constate que la version mise à jour de l'EDD (étude de danger), n'est pas disponible, contrairement à l'engagement de l'exploitant affiché, dans son courrier du 10 janvier 2024, de fournir une EDD mise à jour dans les 6 mois.</p> <p>L'exploitant explique que le scénario de « percée de four » qui s'est produit lors de l'incendie du 19/10/24, est déjà intégré à l'analyse préliminaire de risques de l'EDD ; l'exploitant précise cependant, que celui-ci nécessite d'être approfondi, car il n'est pas modélisé dans l'EDD. Il précise également que le bureau d'étude en charge de la révision de l'EDD sera sollicité dans ce sens, entre autres demandes.</p> <p>Par mail du 12 novembre 2024, l'exploitant a transmis une mise à jour de son EDD.</p> <p>Observations : L'inspection précise qu'il existe un logiciel basé sur les critères de l'INERIS permettant de rationaliser les actions de prévention du risque en présence d'eau, de gaz et d'acier. Par ailleurs, l'exploitant doit prendre en compte le temps d'appropriation pratique de l'EDD, pour la mise en place des modifications des équipements et moyens de secours du site, mise à jour des documents administratifs, des plans...</p> <p>Un plan d'action optimiserait les différentes actions à déployer.</p> <p>Les éléments en lien avec l'incendie du 19 novembre 2024 relatifs à un scénario connu appelé « percée de four », et ses enseignements, doivent notamment être analysés et intégrés le cas échéant, au document en tenant compte de retours d'expériences capitalisés lors d'évènements similaires depuis la dernière version de l'EDD de mai 2011.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Incident ou accident

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 3.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ALPA est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par la société ALPA. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>En préambule à ce point de contrôle, il est à noter qu'une enquête du Bureau d'enquêtes et d'analyses sur les risques industriels (BEA RI), avec visite sur site de la zone de l'incendie en date du 4 novembre 2024, est en cours.</p> <p>Le BEA-RI a été mis en place fin 2020 pour réaliser, en pleine transparence et de manière indépendante des industriels et des autorités de contrôle, des enquêtes techniques sur les accidents industriels les plus importants pour en déterminer les causes et faire progresser la sécurité.</p>

Par ailleurs, l'exploitant a transmis par mail du 30 octobre 2024, la fiche formalisée par le Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI, à ne pas confondre avec le BEA-RI), relative à l'incendie survenu le 19 octobre 2024.

Le BARPI est chargé de rassembler, d'analyser et de diffuser les informations et le retour d'expérience en matière d'accidents industriels et technologiques.

Cette fiche BARPI renseignée par l'exploitant est incomplète et les éléments affichés sont peu détaillés :

- Les informations relatives à la situation administrative de l'installation ne sont pas mentionnées.
- La fiche ne comprend pas de main courante retraçant chronologiquement les différentes actions ; elle est incohérente avec le compte rendu des pompiers en termes d'horaires et d'actions menées par le SDIS ; elle est incohérente avec les éléments recueillis en séance en présence de l'exploitant et de l'inspection ; elle n'intègre pas l'épisode de reprise de feu évoqué lors de l'inspection ; elle ne précise pas les différents scénarios sur les causes possibles de l'évènement ; elle ne détaille pas les déchets, les eaux d'extinction générés par l'incendie et leurs devenir ; la fiche ne précise pas les enseignements tirés de l'évènement et les impacts sur l'EDD en cours de mise à jour, notamment et sur les moyens de sécurité et d'incendie à faire évoluer...

Lors de l'inspection du 14 novembre 2024, l'exploitant et l'équipe d'inspection ont retracé le déroulement chronologique de l'incendie du 19 octobre 2024 en lien avec la mise en œuvre du P.O.I. et de l'intervention du SDIS.

L'exploitant qui est en mesure de décrire les faits circonstanciés de l'évènement, n'a cependant pas rédigé de rapport d'accident.

Par courrier du 28/11/24, l'exploitant a transmis le rapport de l'incendie du 19/10/24.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter la fiche BARPI du 28 octobre 2024 en précisant notamment :

- Situation administrative :

- La date de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation
- Les dates des différentes versions de l'Étude de danger, des Plans d'opération internes successifs dont la version ayant servi de support au déclenchement du POI le 19/10/24.

- Typologie et chronologie de l'évènement :

- Préciser quels modes opératoires ont été mis en œuvre
- Préciser les différentes personnes DOI et les intervenants du site
- Préciser l'heure de mise en route du POI ainsi que les éléments de décision pour le déclenchement du POI
- Préciser les horaires d'appels des services à joindre lors du déclenchement du POI, dont le Service d'Incendie et de Secours (SDIS), l'Astreinte « risques technologiques » DRIEAT, collectivité...
- Préciser les horaires minutes par minutes, au travers d'une main courante du déroulement l'évènement
- Préciser le contexte de la reprise de feu évoquée en séance.

- Nature et extension des conséquences :

<ul style="list-style-type: none"> • Conséquence sur four et zone du four étendue • Conditions de remise en route de l'aciérie • Calendrier de remise en route. <p>- Mesures prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Détailler et expliquer les mesures mises en œuvre et les difficultés rencontrées • Détailler et quantifier les déchets par type/catégorie et par quantité et modalités d'évacuation. (voir point ci-dessous) • Préciser les actions mises en places et à venir pour la prise en charge des eaux d'extinction, dont circonstances du pompage, analyses à venir et modalités d'évacuation (voir point ci-dessous) <p>- Causes profondes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Détailler les différents scénarios possibles en lien avec la survenue de l'accident. Deux scénarios au moins ont été évoqués. <p>- Enseignements tirés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Préciser les pistes de réflexion sur les principes d'évolution de l'installation en détaillant les modifications/approfondissements, nouveaux scénarios, retours d'expériences à apporter à l'EDD, aux POI en lien avec l'incendie du 19/10/24... (Voir point ci-dessus). • ...
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositions de rétentions des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 12.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel, Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de confinement, les orifices d'écoulement sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. [...]</p> <p>Les eaux d'extinction sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. [...]</p>
Constats :

<p>Durant la visite du site, l'inspection visualise l'eau d'extinction stockée au 1^{er} niveau des tours aéroréfrigérantes dans un bassin étanche pour une quantité estimée à environ 50 m³.</p> <p>L'exploitant précise qu'elle est constituée pour partie de l'eau projetée par le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) pour éteindre l'incendie et pour l'autre partie, de l'eau qui s'est échappée en quantité importante du flexible hydraulique endommagé par les flammes.</p> <p>Il explique que cette eau qui occupait la surface du niveau en dessous du four pendant et après l'incendie a été pompée par une société spécialisée dès le lendemain matin de l'incendie et renvoyée vers ce bassin étanche, improvisé.</p> <p>L'exploitant précise que cette eau sera évacuée par l'entreprise spécialisée déjà investie.</p> <p>Il déclare que des prélèvements ont été réalisés par ce prestataire et que les résultats des analyses de ces échantillons permettra de caractériser les eaux d'extinction en déchet dangereux ou non dangereux.</p> <p>Par courrier du 28 novembre 2024, l'exploitant a transmis les bordereaux de suivi de déchets référencés : BSD570626, BSD570612, BSD570963 correspondant à la prise en charge de 64 tonnes de déchets de liquide aqueux issus des eaux d'extinction incendie, par l'entreprise prestataire.</p> <p>Il est à noter que ces eaux d'extinction, dont le code déchet reporté sur le BSD est 16 10 02, ont été évacuées comme déchet non dangereux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Entreposage interne des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 16.6.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traitement de déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution {prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p>
<p>Constats :</p> <p>En plus de l'eau d'extinction stockée, l'exploitant détaille les déchets suivants : 2 bennes de boues, des flexibles brûlés, des tuyaux, des coffrets électriques endommagés...</p> <p>Durant la visite du site, l'inspection visualise une benne de boue, des flexibles, des tuyaux, des coffres électriques calcinés, très endommagés par l'incendie.</p> <p>Quelques flexibles sont entreposés devant un Robinet incendie Armé (RIA). Lors de la visite de site du 14/11/24, l'équipe d'inspection a pu constater l'évacuation de ces flexibles .</p> <p>Par courrier du 28/11/24, l'exploitant a transmis les bordereaux de suivi de déchets dangereux, référencés BSD-20241120-JFDXHZ277, pour les « boues incendie », codées 17 05 03*, et le BSD-20241120-GB7V64AB7, pour l'ensemble des « matériaux souillés » codés 15 02 02*.</p>

Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 12.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques

Prescription contrôlée :

La société ALPA recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Pour les installations de stockage, d'emploi et manipulation de produits à risque, qui seront implantées après signature du présent arrêté, leur implantation devra être réalisée à une distance adaptée de la ligne SNCF, des limites de propriétés ou de tout autre bâtiment et des autres stockages ou activités en local, enceinte ou extérieur.

[...]

Constats :

L'exploitant présente un premier plan intitulé « plan de stockage des produits à risques », daté de 2024, représentant les zones à risque de ses installations à l'aide de pictogramme de dangers. L'équipe d'inspection estime que ce plan est clair, mais qu'il manque des informations, comme les noms des produits ainsi que les quantités stockées.

L'exploitant présente ensuite un deuxième plan, intégré à son Plan d'Opération Interne, dans lequel sont représentés les différents stockages de produits chimiques avec le type de produits stockés et les quantités maximales présentes dans l'installation. Ce plan date de septembre 2014 et a été réalisé par les pompiers.

L'inspection procède à une comparaison de ces deux plans :

- Un stockage d'huile présent dans le bâtiment abritant le four est indiqué dans le plan de 2014, cependant il n'est pas représenté de pictogramme de danger "inflammable" à cet endroit dans le plan de 2024 ;
- Les chariots d'oxycoupage ne sont pas représentés sur le plan de 2014.

L'exploitant déclare ne pas avoir procédé à l'implantation de nouvelles zones à risques depuis la signature de son arrêté préfectoral d'autorisation du 4 novembre 2015.

Les plans présentés par l'exploitant sont à mettre à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit présenter à l'inspection des installations classées un plan général des ateliers et des stockages mis à jour et comportant l'ensemble des informations relatives aux matières à risque mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, et intégrant notamment la zone de stockage des chariots d'oxycoupage.

L'exploitant doit vérifier le cas échéant que tous les pictogrammes de dangers sont représentés sur les plans mis à jour, qui constituent entre autres les documents du dossier de l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 12.2.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 12.1.1.1 ;
- le broyeur est équipé d'une rampe de pulvérisation d'eau ;
- d'un réseau de RIA judicieusement implanté ;
- des poteaux à incendie, DN 1000 ou DN 150 normalisés ;

Secteur	Emplacement
Laminoir	Parc à billettes côté four de réchauffage
	Atelier central face à la fosse à ferrailles
	Extension hall laminoir
	Épaisseur station eau n°2 laminoir
	Parc expédition
Acier	Parc à billettes face à la coulée continue
	Stand maçon
Broyeur	Parc à ferrailles
	Atelier
Bâtiment administratif	Parking

La société ALPA devra s'assurer, au moins tous les 6 mois, que le réseau d'adduction fournisse au moins 360 m³/h sous une pression dynamique minimale de 1 bar. Les besoins en eau nécessaires au fonctionnement éventuel des installations fixes du site pourront être pris sur le réseau d'adduction sous réserve que les sapeurs-pompiers disposent d'un débit de 360 m³/h en cas de sinistre.

[...]

La société ALPA devra :

- Prévoir le volume de rétention susceptible d'être nécessaire aux eaux d'extinction qui est de 720 m³, auxquels doivent être ajoutés :
 - Volumes d'eau liés aux intempéries ;
 - 20 % des liquides stockés.
- [...]
- Doter les installations de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :
 - d'extincteurs répartis sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques

- spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. [...] ;
- de robinets d'incendie armés ;
- du matériel nécessaire pour mettre en batterie une grosse lance et deux petites près des poteaux incendie en fonction des produits stockés ;
- Répartir judicieusement des réserves de sable ou de terre meubles et secs adaptées au risque, proportionnées à l'importance du stockage (avec un minimum de 500 L chacun), avec des moyens de protection, près des stockages pouvant être à l'origine de feux de métaux ;
- [...]

Ces matériels doivent être en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

La société ALPA devra :

[...]

- Établir des consignes de sécurité, tenues à jour et affichées, indiquant :
 - Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
 - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;
 - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
 - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

Constats :

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection un plan intitulé « Plan de situation interne – réseau incendie » représentant les différents robinets incendie armés (RIA) du site et de 11 poteaux incendie disponibles sur le site. Le nombre et la disposition de ceux-ci semblent en adéquation avec la taille et l'agencement des installations.

L'exploitant dispose également d'un plan des installations décrivant les dangers de chaque local et d'un moyen d'alerter les secours, décrits dans la procédure indiquant les numéros à contacter en cas de situations d'urgence.

L'exploitant déclare ne plus avoir de rampe de pulvérisation d'eau sur son broyeur ; celui-ci est à l'arrêt depuis plusieurs années et n'est plus en état de fonctionner, car dépouillé de nombreuses pièces d'équipement. Il ne dispose pas non plus du matériel nécessaire à la mise en batterie de lances incendie.

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant le dernier rapport de contrôle des poteaux incendie. Ce rapport date du 26 juillet 2024 et a été réalisé par l'entreprise Chubb. Ce rapport présente les débits individuels de chacun des poteaux incendie du site. Il a été complété à la date du 21/10/2024 avec des valeurs de débit simultané pour 3 poteaux incendie, les poteaux 3, 7 et 11. Le débit total obtenu sur ces 3 poteaux en simultané est de 332 m³/h, soit un volume inférieur aux 360 m³/h prescrits par l'article 12.2.1.2 du présent arrêté.

L'équipe d'inspection demande le précédent rapport de contrôle des poteaux incendie. L'exploitant déclare que le précédent rapport date du 22 novembre 2023, ce qui correspond à un intervalle de 8 mois entre les deux contrôles, ce laps de temps est supérieur aux intervalles de 6 mois maximum prescrits par l'article 12.2.1.2 du présent arrêté.

Par ailleurs, l'équipe d'inspection constate que l'exploitant possède sa propre numérotation interne des poteaux incendie (numérotation présente sur les plans de l'exploitant et physiquement sur les poteaux), différente de la numérotation du SDIS (numérotation rencontrée sur le plan réalisé par le SDIS). Cette différence de numérotation peut perturber la

communication entre l'exploitant et le SDIS en cas d'incendie.

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant un justificatif concernant le volume de rétention des eaux d'extinction disponible. Celui-ci présente un document listant les différents volumes disponibles, incluant le volume des canalisations d'eaux pluviales et d'eaux usées une fois les obturateurs actionnés ainsi que les rétentions des différents locaux spécifiques. Le volume disponible total calculé par l'exploitant est de 4 636 m³. L'exploitant déclare qu'en plus de ce volume, s'ajoute également le volume proposé par le réseau de galeries techniques enterrées, dont le volume n'a pas été calculé. L'exploitant ne réalise cependant, pas de contrôle de l'étanchéité de ces galeries techniques.

L'exploitant présente ses consignes de sécurité, réparties en fiches présentant la conduite à tenir lors des différentes situations d'urgences identifiées. Elles comprennent les procédures d'arrêt d'urgence, la procédure à suivre en cas de déversement de produits dangereux, la procédure d'alerte ainsi que les différents moyens d'extinction. Cette procédure est incluse dans le Plan d'Opération Interne, et sa dernière mise à jour a été réalisée le 05 juin 2024.

L'équipe d'inspection constate la présence de nombreux extincteurs sur site, bien visibles et accessibles, et vérifie la date du dernier contrôle de certains d'entre eux :

- l'extincteur 2018567796 n'a pas d'étiquette de contrôle.
- l'extincteur 2028245069 a été contrôlé en juin 2024

L'équipe d'inspection procède également à la vérification des contrôles des RIA par échantillonnage :

- le RIA présent au 3^e étage du bâtiment administratif (siège) a été contrôlé en juin 2024
- le RIA à proximité du four (celui qui a été utilisé pour attaquer le feu lors de l'incendie) a également été contrôlé en juin 2024. L'équipe d'inspection constate cependant que l'accès à ce RIA est rendu difficile par la présence de flexibles brûlés, déposés devant le RIA par l'exploitant (cf point de contrôle ci-dessus).

L'équipe d'inspection se rend ensuite sur la zone du sinistre. Les éléments de détection ayant permis de repérer le départ de feu ont été endommagés durant l'incendie, laissant la zone concernée sans moyen de détection opérant. L'équipe d'inspection note tout de même que le risque d'un départ de feu dans cette zone est très limitée, compte tenu de l'absence d'activité et de matériaux combustibles jusqu'à la remise en état du four.

Lors de la visite de site du 14 novembre 2024, l'équipe d'inspection a constaté que la caméra thermique du niveau inférieur du four a été remplacée : les images qu'elle génère, ont été visionnées au poste de garde et comportent le suivi des températures qui apparaît sur l'écran de contrôle.

L'alarme a également été remplacée et reliée au système de détection centralisé de la salle de contrôle. L'inspection a constaté la mise en place des tableaux électriques neufs, la présence des 3 débitmètres neufs spécialement élaborés pour l'activité d'ALPA et le remplacement de plusieurs dizaines de flexibles endommagés dans l'incendie.

L'équipe d'inspection constate l'absence de réserve de sable ou de terres meubles à proximité des stockages pouvant être à l'origine des feux de métaux. L'exploitant propose l'utilisation de laitiers en remplacement de la terre ou du sable, cependant l'équipe d'inspection juge que le matériau présenté n'affiche pas les mêmes caractéristiques que du sable ou de la terre meuble. Un bac contenant de « l'absorbant » est présent au pied du silo de stockage de poussière. Celui-ci n'est pas équipé d'outil permettant l'épandage de l'absorbant, et la signalétique présente au-dessus du

bac est illisible car recouverte de poussière.

Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'exploitant ne dispose pas de lance à incendie. L'exploitant doit, se munir du matériel nécessaire afin de pouvoir mettre en batterie une grosse lance et deux petites lances à incendie, qui seront à positionner à proximité des poteaux incendie, en fonction des produits stockés.
- L'exploitant doit réaliser le calcul de ses besoins en eaux (D9), afin de s'assurer qu'il dispose des ressources suffisantes en cas d'incendie sur le site.
- Le résultat des contrôles des poteaux incendie ne permet pas de prouver que le réseau d'adduction fournit 360 m³/h sous une pression dynamique minimale de 1 bar. L'exploitant doit réaliser un nouveau contrôle concluant sur la disponibilité des 360 m³/h, et communiquer à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle dans les 8 jours à la réception de celui-ci. Dans le cas où le contrôle conclut à l'indisponibilité d'un tel volume, l'exploitant doit **à réception du rapport de contrôle**, mettre en place les actions permettant d'atteindre un débit minimal de 360 m³/h.
Avant de procéder à ce contrôle et comme il s'y est engagé en séance, l'exploitant doit modifier la numérotation de ses poteaux incendies sur ces plans et directement au niveau des poteaux incendie, afin d'adopter la numérotation du SDIS.
- L'intervalle entre les deux derniers contrôles des poteaux incendie est de 8 mois. L'exploitant veille à ce que le prochain contrôle soit réalisé dans la limite des 6 mois, délai prescrit par son arrêté préfectoral d'autorisation.
- L'exploitant a présenté ses galeries techniques comme faisant partie du volume disponible de rétention pour les eaux d'extinction. L'exploitant doit clarifier auprès de l'Inspection des installations classées si ces galeries techniques font partie du volume de rétention disponible (D9a) pour recueillir les eaux d'extinction en fournissant un document listant les ouvrages utiles participant au volume global de rétention du site, et mettre en place un contrôle de l'étanchéité de l'ensemble des ouvrages faisant office de rétention.
- L'équipe d'inspection constate l'absence d'étiquette de contrôle sur l'extincteur 2018567796. L'exploitant doit procéder à la réalisation du contrôle de cet extincteur, ou fournir à l'équipe d'inspection un justificatif de contrôle. Une étiquette de contrôle doit être apposée sur cet extincteur et complétée avec les contrôles réalisés, sous ce même délai.
- L'équipe d'inspection constate l'absence de réserve de sable ou de terre meubles et secs en quantité suffisante. L'exploitant doit mettre en place des réserves de sables ou de terre meubles et secs d'au moins 500L à proximité des stockages pouvant être à l'origine des feux de métaux. Ces réserves doivent être équipées d'outils permettant d'épandre le sable ou la terre, et disposer d'une signalétique claire et visible.

Observations :

Les rapports remis à l'exploitant par son prestataire comportent des données brutes non expliquées et non conclusives, sans proposition d'actions qui pourraient orienter l'exploitant quant aux mesures à corriger pour être conforme à son arrêté préfectoral du 04/11/2015.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois